

L'UPA réclame l'abandon de la nouvelle taxe spéciale d'équipement régional

Alors que le Président de la République et le gouvernement affichent leur volonté de mener une politique favorable aux TPE-PME, la création d'une nouvelle taxe au profit des régions vient en totale contradiction avec cet objectif.

Ainsi, l'UPA dénonce la création de cette taxe spéciale d'équipement régional qui va alourdir la fiscalité des entreprises alors que la Contribution foncière des entreprises -CFE-, qui a partiellement remplacé l'ex taxe professionnelle, s'est déjà traduite par une forte inflation fiscale pour la plupart des TPE-PME.

Ce changement de cap est de nature à freiner les investissements et s'oppose à l'emploi au moment même où la reprise reste incertaine.

Cette inquiétude de l'UPA est d'ailleurs partagée par certains exécutifs régionaux qui ne s'y trompent pas et envisagent déjà de ne pas mettre en œuvre la mesure.

Dans ce contexte, l'UPA qui est totalement opposée à cette nouvelle taxe spéciale d'équipement régional, appelle le gouvernement et les parlementaires à ne pas la créer dans le cadre du projet de loi de finances pour 2017.

Contacts presse

UPA / Jean-Côme Delerue - Tél : 01.47.63.31.31 - 06.77.64.40.78 - jcdelerue@upa.fr
UPA / Philippe Garrachon - Tél : 01.47.63.31.31 - 06.73.19.57.64 - pgarrachon@upa.fr